

M. Clinton annonce la mise en place d'un dispositif d'aide mais écarte un engagement militaire

Le président américain a annoncé, vendredi 22 juillet, l'intensification « massive et immédiate » de l'aide humanitaire des Etats-Unis aux populations du Rwanda.

WASHINGTON

de notre correspondant

Réagissant, sans excès de précipitation, aux images des télévisions - l'inévitable « effet CNN » -, le président Bill Clinton a annoncé, vendredi 22 juillet, que les Etats-Unis allaient accroître de manière substantielle leur aide aux réfugiés rwandais, en évitant soigneusement de participer aux opérations de maintien de la paix au Rwanda même. C'est donc d'une intervention d'une ampleur encore relative qu'il s'agit, même si M. Clinton a convoqué la presse pour la présenter lui-même et dire que Washington allait intensifier de manière « massive et immédiate » son implication dans l'opération humanitaire en cours.

Comme ce fut le cas pour le drame somalien ou celui des Kurdes irakiens au lendemain de la guerre du Golfe, ce sont les télévisions qui ont mobilisé l'administration. Depuis deux à trois jours, les grandes chaînes américaines ont multiplié les reportages sur la situation des réfugiés : enfants qui meurent dans les bras de leurs parents, camions à benne qui déversent des dizaines de cadavres dans des fosses communes...

Le Congrès a commencé à s'émouvoir, particulièrement certains des élus noirs qui reprochent à l'administration de se désintéresser de l'Afrique. Nombre de dirigeants d'organisations humanitaires américaines critiquaient de plus en plus vivement la passivité de l'administration. Enfin, de retour d'une mission sur le terrain, Brian Atwood, le patron de l'aide américaine au développement, a tiré la sonnette d'alarme.

« Plate-forme aéronautique »

M. Clinton a jugé que la concentration soudaine de près d'un million de réfugiés à la frontière zaïroise risquait de se transformer « en la pire des crises humanitaires que le monde ait connues depuis une génération ». Leur situation est d'autant plus précaire que plus d'un tiers des réfugiés - selon l'UNICEF - sont des enfants non accompagnés. L'action des Etats-Unis va essentiellement consister à mettre sur

Rwanda. L'administration fait valoir qu'elle a dispensé un appui logistique au contingent de « casques bleus » ghanéens de la MINUAR en leur fournissant une cinquantaine de véhicules de transport de troupes blindés. Mais, à en croire des sources concordantes à l'ONU, il s'agit d'engins datant des années 60, dont il faut refaire la peinture, qui n'ont ni radio ni armes et dont les Ghanéens ne veulent pas tant ils sont inadéquats...

Un demi-milliard de dollars

Faute, donc, de pouvoir s'étendre longuement sur ce fameux soutien logistique à la MINUAR, M. Clinton a lancé un avertissement aux nouveaux dirigeants rwandais : « Nous leur avons clairement fait savoir que leur reconnaissance internationale, notamment de la part des Etats-Unis, allait dépendre de l'installation (à Kigali, capitale du Rwanda) d'un gouvernement de large union qui devra promouvoir une politique de

réconciliation nationale ». Autrement dit, le Front patriotique rwandais, essentiellement composé de Tutsis, doit tendre la main à la majorité hutue.

Les Etats-Unis, comme le secrétaire général de l'ONU, supplient maintenant Paris de maintenir au Rwanda les troupes de l'opération « turquoise » au-delà de la date du 22 août qui, selon les termes fixés par le Conseil de sécurité, doit marquer la fin de l'intervention française dans ce pays. A l'ONU, où l'on se dit encouragé par les réactions de la communauté internationale, M. Boutros-Ghali a appelé à un doublement de l'aide humanitaire au Rwanda, afin que soient mobilisés près de 500 millions de dollars et 1 000 tonnes de nourriture par jour. Mais, pour le secrétaire général comme pour M. Clinton, le message le plus urgent à adresser aux réfugiés était le suivant : « Rentrez chez vous. »

ALAIN FRACHON

place une sorte de « plate-forme aéronautique » qui, de Francfort, en Allemagne, à Entebbe, en Ouganda, devra permettre à un pont aérien de fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il s'agit de déployer des moyens logistiques à la mesure des volumes de vivres et de médicaments à acheminer.

Le Pentagone va encore parachuter une partie de l'assistance sur les camps de Goma et de Bukavu, au Zaïre. Quelque vingt millions de sachets contenant des sels et des sucres de réhydratation vont être distribués pour lutter contre le choléra. Enfin, l'armée américaine va travailler à l'alimentation en eau des camps de fortune où s'entassent les centaines de milliers de réfugiés ; il faut 30 millions de litres d'eau potable par jour. Au total, plus de mille militaires américains et 250 millions de dollars pourraient être engagés dans ces opérations. Mais la situation, a dit M. Clinton, n'a de chance de s'améliorer durablement que si, parallèlement, tout est entrepris pour que les réfugiés puissent rentrer chez eux.

Cela suppose un retour à un début de normalisation au Rwanda même. Mais là, toujours quelque peu traumatisé par ses déboires somaliens et préoccupé par Haïti, Washington est beaucoup plus prudent. Pas plus qu'hier, il n'est question d'impliquer des soldats américains dans la MINUAR, la malheureuse force des Nations unies qui doit aider au maintien de la paix au